

Le consommateur futé

Votre guide pour le 24 septembre

Que se passe-t-il si vous

votez **Oui,**
le 24 septembre?

Dire Oui à la redevance pour les énergies renouvelables et à la redevance en faveur de l'environnement offre des avantages certains:

- ▶ protection de l'industrie hydroélectrique indigène
- ▶ meilleure exploitation de nos forêts
- ▶ utilisation encouragée des énergies solaire et éolienne, ainsi que du biogaz
- ▶ préservation du climat
- ▶ baisse des coûts de la santé
- ▶ développement de techniques énergétiques économes en énergie
- ▶ environ 30'000 places de travail créées en Suisse

C'est là ce que vous obtenez pour le prix d'un «café crème» par mois. La réduction des coûts énergétiques devrait alléger votre budget de plusieurs fois ce montant, d'ici à quelques années déjà.

Que se passe-t-il si vous

dites **Non?**

Refuser les projets de redevance énergétique ne serait pas sans conséquences:

- ▶ l'industrie hydroélectrique est livrée sans protection à l'ouverture d'un marché de dumping
- ▶ les usines hydrauliques sont vendues à des groupes d'exploitation étrangers
- ▶ le bois non écoulé est laissé en pourriture dans nos forêts
- ▶ l'énergie continue d'être gaspillée, sans aucun encouragement aux économies
- ▶ nous dépendons toujours davantage du pétrole et du gaz naturel

Dire Non ne résout en tout cas pas le problème actuel que pose notre consommation d'énergie. La Loi sur le CO₂, par ailleurs sans cesse invoquée par nos opposants, imposerait l'énergie beaucoup plus sévèrement, mais sans promouvoir des mesures intelligentes.



Photo: Bildagentur Saemann

Energie: le choix du siècle

Investir pour notre avenir et contre les tricheurs

Sauvegarder nos ressources pour le futur et notre savoir-faire au niveau le plus élevé dans les nouvelles technologies de l'avenir

Le monde change et certains s'adaptent. Au Danemark, l'énergie éolienne est en passe de devenir la meilleure marché. Des compagnies atomiques et pétrolières investissent dans les énergies nouvelles.

En Suisse, notre énergie hydraulique serait la meilleure marché du continent si les installations n'avaient pas été amorties sur 80 ans.

En Suisse toujours, notre savoir-faire reste le plus performant d'Europe. Grâce aux aides ciblées de la redevance pour les énergies renouvelables, le potentiel du bois indigène pourra être utilisé à près de 100 pour 100 alors qu'aujourd'hui la moitié de ce bois pourrit dans les forêts. Le solaire et le biogaz se développeront également. L'entretien des centrales hydrauliques restera possible malgré la libéralisation du marché.

L'amélioration du rendement des appareils et les programmes de diminution

des besoins énergétiques des bâtiments diminueront les coûts pour les locataires et les propriétaires.

Le Conseil fédéral et une large majorité du Parlement sont convaincus que les redevances pour les énergies renouvelables et en faveur de l'environnement constituent la solution aussi bien aux problèmes de l'environnement, qu'à ceux liés à la libéralisation du marché électrique.

En Suisse, hélas, il existe également des milieux qui ne tiennent compte que de leurs propres intérêts financiers, le Vorort (grandes banques, industrie chimique, industrie atomique) est de ceux-là.

Le marché électrique européen est essentiellement un marché de tricheurs, puisque l'Allemagne, qui subventionne son charbon à la mine, a évité de soumettre celui-ci à sa loi sur le CO₂, alors que la France ne provisionne pas sérieusement les coûts financiers du démantèlement de

ses centrales atomiques (pourtant estimés à 60% des coûts de construction). Sachant cela, le Vorort est prêt à causer de graves préjudices à la population (voir ci-dessous les conséquences d'un 3x Non) pour pouvoir préserver la possibilité de s'approvisionner à bon compte.

Car, il faut le dire, les redevances soumises à votation s'appliquent également à l'électricité atomique française et charbonnière allemande, ce qui n'est pas le cas de la loi sur le CO₂, soutenue par le Vorort.

C'est pourquoi, il n'hésite pas à investir près de dix millions de francs dans une campagne tapageuse où il proclame des augmentations de prix apocalyptiques en cas de Oui. Ironie de l'histoire le 3x Non conduit à une augmentation du prix de l'essence de 50 centimes par litre d'ici 2004.

Le 24 Septembre, choisissez l'avenir plutôt que la défense d'intérêts particuliers.

Attention: la loi sur le CO₂ est en vigueur (non contestée par référendum). Elle impose de réduire la pollution (émissions de CO₂) de 10% d'ici 10 ans. Une taxe, non soumise au référendum, sera mise en vigueur en 2004 si d'autres solutions n'apparaissent pas. Or, les objets soumis au vote le 24 septembre fournissent des solutions bien meilleures pour les citoyens suisses.

Quelques choix possibles pour les citoyens

1 3x Non. Ce choix est celui du Vorort (grandes banques, industrie chimique et industrie atomique). En investissant près de 10 millions de francs dans des arguments fallacieux, ce groupe essaie de tromper le peuple suisse. Les mêmes qui proposent l'AVS à 67 ans, prétendent défendre les pauvres et les rentiers AVS contre d'énormes augmentations de prix, ils oublient de dire que leur choix oblige à la pleine application de la taxe CO₂.

Compte tenu de ce qui précède, l'Office fédéral de l'énergie a calculé que leur choix vous forcera à payer, dès 2004:

- 50 centimes de plus par litre d'essence, le gaz et le mazout nettement plus chers. Ces taxes seront remboursées, sous une autre forme à la population (fiscalité écologique).

Conséquence: l'énergie nucléaire française et l'électricité charbonnière allemande (subventionnées) ne seront pas taxées. Le Vorort pourra réaliser des contrats

électriques à moins de 4 cts/kWh avec la France et l'Allemagne, mais nos centrales hydrauliques seront en grave difficulté.

2 Vous acceptez la redevance en faveur des énergies renouvelables. En payant 0,3 ct/kWh, soit 2,7 cts par litre d'essence, vous permettez d'investir plus de 250 millions par an en faveur du bois, du solaire et des techniques les plus efficaces d'économies d'énergie. L'effet calculé par l'Office fédéral de l'énergie, est une diminution de 5% des émissions de CO₂ d'ici 2010 et un gain moyen annuel par citoyen 3 fois plus grand que la redevance après six ans.

Cette redevance s'applique à l'électricité nucléaire suisse ou française et à l'électricité charbonnière allemande. Elle ne s'applique pas à l'hydraulique suisse, elle permet au contraire d'investir plus de 100 millions de francs par an lors de la libéralisation du marché électrique!

Grâce aux techniques nouvelles dispo-

nibles, cette redevance abaisse fortement la taxe CO₂ nécessaire, qui tomberait de ce fait à moins de 20 centimes par litre d'essence!

3 A la place de la taxe CO₂, il est préférable de mettre en place la redevance pour l'environnement. Celle-ci est remboursée à la population (comme la taxe CO₂) et d'un montant maximal de 2 cts/kWh (18 centimes par litre d'essence), y compris les 0,3 ct/kWh de la redevance pour les énergies renouvelables si celle-ci est acceptée. Elle taxe également l'électricité européenne produite à partir du nucléaire français subventionné et du charbon allemand subventionné. Elle évite tout risque de mise en faillite de nos centrales hydrauliques suite au dumping pratiqué à partir des énergies les plus sales du continent.

L'application des deux redevances permet la suppression de la taxe CO₂.

Le bon choix évitant la taxe CO₂

VOTATIONS FEDERALES DU 24 SEPTEMBRE

1 Acceptez-vous l'initiative populaire pour l'introduction d'un centime solaire?

Réponse: **libre**

Acceptez-vous la redevance pour l'encouragement des énergies renouvelables (contre-projet des Chambres fédérales)?

Réponse: **Oui**

Au cas où le peuple et les cantons accepteraient l'initiative et le contre-projet, préférez-vous (marquez d'une croix) l'initiative le contre-projet

2 Acceptez-vous la redevance incitative sur l'énergie en faveur de l'environnement?

Réponse: **Oui**

Catastrophes naturelles Lothar nous a suffi: soyons prudents!

L'année passée, à Noël, un ouragan d'une rare violence a dévasté notre pays et semé une certaine peur au sein de la population. Dix millions de mètres cubes de bois sont tombés, des forêts entières réduites à l'état de bois d'allumette. Les travaux de nettoyage nous occupent aujourd'hui encore, et les propriétaires de forêts se plaignent des conséquences financières de Lothar. Les météorologues sont pourtant clairs: à défaut de mesures, le réchauffement du climat se poursuivra et les ouragans se multiplieront.

Lothar a été un événement exceptionnel, certes, mais aussi et surtout un avertissement: intéressons-nous davantage au bois. La forêt suisse produit annuellement 9 millions de m³ de bois, dont seuls 4 millions sont utilisés. Le vieillissement et la densification qui résultent de cette sous-exploitation affaiblissent la forêt. Les tempêtes et les ouragans n'en font alors qu'une bouchée. L'idée d'utiliser le bois comme agent énergétique, plutôt que de le laisser pourrir dans nos forêts, s'impose avec évidence. Des installations modernes de déchetage permettent aujourd'hui

d'écouler 2,5 mio. de m³ de bois-énergie, l'équivalent de 450'000 tonnes de mazout. Dé doubler cette capacité est techniquement possible et judicieux, cela sera réalisé grâce à la redevance en faveur des énergies renouvelables.

Optimiser l'exploitation du bois présente des avantages certains:

- les forêts bien entretenues offrent une excellente protection, surtout dans les régions de montagne;
- le bois est une source d'énergie écologique et indigène, et les techniques de combustion modernes permettent un bon rendement;
- le recours au bois réduit l'importation de pétrole et la pollution de l'air par le CO₂;
- la consommation de bois stimule l'économie forestière et agricole de notre pays, assurant des emplois dans les régions périphériques.

Nous négligeons le bois en tant que ressource énergétique, depuis plusieurs décennies. Voter Oui, le 24 septembre, à la redevance pour les énergies renouvelables nous permet de promouvoir une énergie indigène, et de révolutionner l'avenir de notre économie forestière.



L'avenir réside dans une utilisation accrue des agents énergétiques indigènes tels que le bois, la biomasse et autres"

Bernhard Weyeneth, conseiller national, UDC, Gensdorf



Du rez-de-chaussée au dernier étage, tous seront gagnants.

Les locataires économisent sur les coûts de chauffage

Si la consommation de mazout d'une maison locative diminue, les coûts de chauffage baissent aussi. Le décompte des charges pour chaque locataire s'en trouve sensiblement allégé.

La redevance sur les énergies renouvelables encourage les propriétaires et les gérances à rénover les installations de chauffage et à améliorer l'isolation des bâtiments. De tels investissements réduisent la consommation, donc les coûts énergétiques. La redevance profite ainsi également aux locataires.

L'Office fédéral de l'énergie a calculé que la redevance sur l'énergie représentée par ménage et par mois une dépense moyenne de Fr. 3.55 (l'équivalent d'un café crème!). Le bénéfice quant à lui se monte à Fr. 11.90: ce gain provient avant tout des économies d'énergie dues à l'application de nouvelles techniques, à l'assainissement des chauffages et à des appareils ménagers améliorés. Le bilan est vite fait: les investissements dans des technologies économes en énergie servent aussi bien les intérêts des locataires que ceux des propriétaires.

La Suisse est un château d'eau. Sauvons nos barrages!



La carte ci-après marque l'emplacement de 171 centrales hydroélectriques d'une puissance supérieure à 10 mégawatts. Au total, la Suisse compte cependant 1'280 usines d'importance variable. La plupart des grandes centrales se situent dans la région des Alpes: aux Grisons, dans les cantons du Valais, de Glaris, Uri, Obwald, Nidwald et au Tessin. L'hydroélectricité est toutefois aussi produite le long des cours d'eau, jusque dans la plaine: Berne, Fribourg, Vaud et Genève sont aussi des régions hydrauliques. Cette industrie couvre 60% de notre consommation en électricité. Au niveau européen, ce chiffre nous place en tête du peloton. Ces usines doivent pouvoir survivre dans la guerre des prix déclenchée par la libéralisation du marché européen de l'électricité. En suivant nos recommandations de vote, vous assurez leur protection.

Impressum

Le consommateur futé, journal d'information pour les élections du 24 septembre 2000 en matière de politique énergétique.

Éditeur: Comité pour la sauvegarde de l'énergie hydroélectrique indigène, case postale, 1105 Biel-Benken.

Éditeur responsable: Daniel Bréaz, Lausanne
Téléalisation: Dario Benassa (KGB, Zurich), Michel Marguerat, Moudon.



Daniel Bréaz, les Verts, directeur des services industriels, Lausanne

"En votant Oui au redevance le 24 septembre, les Suisses choisissent de garder la maîtrise de l'énergie, plutôt que de perdre tout contrôle dans ce domaine"



Pierrette Rohrbach, Présidente de la Fédération romande des consommateurs

"La redevance d'encouragement de 0,3 ct par kWh permettra de stimuler les énergies renouvelables, qui sont les énergies de l'avenir"



Carol Franklin Engler, Directrice WWF, Zurich

"Le WWF suisse s'engage aux côtés de toutes les organisations de défense de l'environnement pour le 3xOui le 24 septembre 2000"



John Dupraz, Conseiller national PRD, Genève

"La redevance sur les énergies a un effet incitatif: elle permet de sortir du nucléaire, tout en encourageant le recours aux énergies renouvelables"



Pierre Hirschi, Conseiller d'état, libéral, Neuchâtel

"Préserver notre patrimoine et notre environnement tout en restant compétitifs justifie la taxe de 0,3 centime par kilowattheure sur les énergies non renouvelables"



Yves Christen, Conseiller national PRD, Président de Swissolar, Vevey

"Promouvoir les énergies renouvelables, c'est ne pas être soumis au marché captif des énergies fossiles - par exemple l'OPEP"



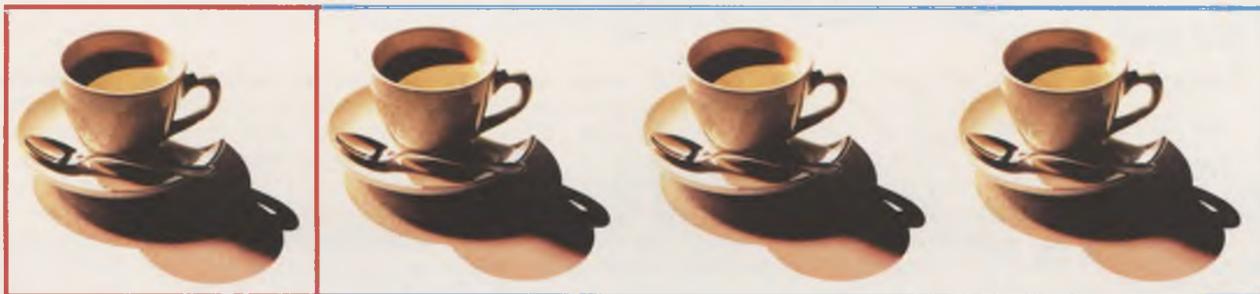
Des emplois d'avenir pour notre jeunesse



Investir dans des nouvelles technologies énergétiques et dans les économies d'énergie signifie la création de nouvelles places de travail. Le programme «Energie 2000» en a donné la preuve, dans un rapport de 1 à 10. La redevance en faveur des énergies renouvelables sert aussi à poursuivre et renforcer ces programmes d'investissements très rentables.

La redevance pour les énergies renouvelables et les économies d'énergie rapporte 450 millions de francs par an. Le bilan du programme «Energie 2000» de 1997 montre que 1 franc promotionnel a déclenché entre 5 et 10 francs d'investissements privés. La redevance en faveur des énergies renouvelables doit dans les mêmes proportions susciter des mises de fonds

privées de l'ordre de 2 à 4 milliards par année. C'est la raison qui fait que cette redevance est soutenue par la société suisse des entrepreneurs. Ces chiffres publiés par l'Office fédéral de l'énergie prouvent ainsi qu'une promotion des énergies renouvelables ciblée permet la création de milliers d'emplois innovateurs dans les entreprises industrielles, artisanales et de services. Les projets de redevance sur les énergies polluantes lient idéalement l'écologie et l'économie. A l'aube du 21ème siècle, la Suisse se donne une chance unique d'aiguiller sa politique énergétique dans une voie saine et novatrice. Outre le bénéfice qu'en retire l'environnement, une telle décision permet aussi d'offrir à notre jeunesse des domaines de formation professionnelle intéressants et nouveaux.



Carnet du «lait»: votre décompte

Vous donnez 1, vous recevez 3

La redevance pour les énergies renouvelables ne coûte que Fr. 3.55 par personne et par mois, pour un bénéfice de Fr. 11.90 d'ici 5 à 6 ans. C'est le résultat d'une étude réalisée par l'Office fédéral de l'énergie, sur la base de données statistiques permettant d'établir le budget moyen d'un ménage suisse. A l'analyse de ces chiffres, on constate que nous profitons tous d'une promotion des énergies renouvelables. En francs et en centimes, oui, mais aussi en bien-être par la qualité de notre vie et la santé de nos enfants. Des raisons évidentes pour dire Oui aux projets sur l'énergie.

Combien ça me rapporte par mois

Mes coûts		Mes gains	
Augmentation de la facture d'électricité par mois	19 cts	Baisse du prix de l'électricité suite à la libéralisation du marché = Epargne par mois	3.40 fr.
Frais additionnels pour le chauffage (mazout) par mois	2.27 fr.	Techniques et appareils ménagers utilisant mieux l'énergie consommée = Economie par mois	8.50 fr.
Dépenses supplémentaires pour l'essence par mois	1.14 fr.	J'économise par mois	11.90 fr.
Cela me coûte en plus par mois	3.55 fr.	Je gagne, par mois	8.35 fr.

Oui à la redevance pour les énergies renouvelables

Une taxe minime de 0,3 centime par kilowattheure est prélevée sur les agents énergétiques non renouvelables. Celui qui consomme une énergie renouvelable obtient un double avantage: il ne paie pas de taxe tout en améliorant la qualité de son environnement.

Le produit de 450 millions de francs par année est réparti entre les domaines suivants, à raison d'un quart par domaine:

- promotion de l'utilisation des énergies renouvelables, telles que le solaire, le bois...
- promotion de l'efficacité énergétique dans les bâtiments et les appareils.
- entretien et rénovation des installations hydroélectriques
- l'utilisation du dernier quart est réservée à l'un ou l'autre de ces trois domaines, selon une clé de répartition flexible.

Le prélèvement de cette redevance est limité à 10 ans. Le Parlement peut prolonger ce délai de 5 ans au maximum. La redevance est définitivement abolie au plus tard 15 ans après son introduction. Jusque là, les énergies renouvelables doivent s'être imposées sur le marché.

Oui à la redevance en faveur de l'environnement, qui n'est pas un impôt

La Confédération prélèvera par la suite une taxe sur les agents énergétiques non renouvelables. Le montant de cette taxe sera progressivement augmenté jusqu'à 2 centimes par kilowattheure. Ce taux maximal de 2 cts/kWh conduit à un produit annuel de 3 milliards de francs. Cet argent est entièrement remboursé à la population sous une autre forme (fiscalité écologique).



Simon Epiney, Conseiller aux Etats, PDC, Vissoie VS



Christiane Brunner, Conseillère aux Etats, PS, Genève

C'est pour cela que nous disons Oui aux projets énergétiques

«Un échec des contreprojets indirects à l'initiative soumise au vote serait désastreux pour le pays»

«La redevance sur l'énergie entraîne la création de milliers de places de travail dans divers secteurs et des effets positifs sur l'économie forestière et l'industrie du bois»



Pankraz Freitag, Président de la Conférence gouvernementale des cantons alpins, Glaris

«La Suisse ne saurait abandonner son industrie hydroélectrique dans la bataille qui s'engage autour de la libéralisation du marché de l'électricité»



Ruth Lüthi, Conseillère d'Etat, PS, Fribourg

«Les coûts supplémentaires sur les énergies non-renouvelables sont faciles à compenser par l'économie d'énergie»



Nils de Dardel, Conseiller national, Avocat-défense des locataires, PS, Genève

«Les trois projets pour un centime solaire améliorent la qualité et le confort des bâtiments et réduisent les coûts d'énergie à la charge des locataires»



Pierre-Alain Gentil, Conseiller aux Etats, PS, Delémont

«Trois raisons: changer le cap de la politique énergétique; donner un «coup de pouce» aux énergies renouvelables et création d'emplois dans les technologies d'avenir»

Energie et mensonges

Le Vorort, organisme central de la promotion économique en Suisse, s'en prend à la redevance en faveur de l'environnement au travers d'une campagne proprement mensongère.

La redevance en faveur de l'environnement correspond exactement au principe défendu depuis longtemps par les milieux économiques de notre pays: une réforme fiscale écologique qui impose l'énergie mais diminue les charges sociales. Le système proposé est de plus neutre sur les quotes-parts fiscale et de l'Etat, car l'argent ne vient pas alimenter les caisses de l'Etat, mais est entièrement restitué à la population et à l'économie. Lors du vote parlementaire, la redevance en faveur de l'environnement a obtenu un meilleur score que la redevance pour les énergies renouvelables: le Conseil national l'a acceptée par 124 contre 59, et le Conseil des Etats, par 41 contre 3 petits Non.

Les conseillers nationaux PRD se défendent

La campagne, financée à hauteur de millions par le Vorort qui s'attaque ainsi soudain à la redevance en faveur de l'environnement, est d'autant plus étonnante. Les annonces pour le Non rapportent des chiffres erronés (Pétrole 50% plus cher, Essence 20 centimes plus chère). La restitution au peuple est tout simplement passée sous silence. Ces annonces mensongères ont incité 12 conseillers nationaux du parti radical à demander au Conseil fédéral d'élaborer des mesures visant à protéger la formation de l'opinion démocratique. De nombreux représentants des milieux économiques se sont également distancés de cette campagne du Non, visiblement mal emmanchée.

Les voix de l'économie pour le Oui

En dépit de la polémique, on trouve encore de nombreux milieux économiques pour soutenir la redevance en faveur de l'environnement. Une étude réalisée par l'Association pour l'intégration de l'écologie dans la gestion des entreprises (Oebu) auprès de 135 entreprises suisses montre que la redevance entraîne un comportement plus économe face à l'énergie. Le produit de la redevance est restitué par le biais d'une réduction des charges sociales obligatoires. L'Union pétrolière s'est d'ailleurs aussi prononcée en faveur de la réforme fiscale écologique car la proposition suisse «est peut-être le meilleur système par rapport à ce qui se fait en Europe». La Neue Zürcher Zeitung NZZ, porte-parole honorable de l'économie suisse, le confirme sans ambiguïté: «la redevance en faveur de l'environnement est favorable à l'économie suisse».

Energie gratuite

L'énergie solaire est gratuite. Soutenez la campagne en faveur des énergies renouvelables en commandant un ou plusieurs articles ci-dessous.

- | | | |
|---|-----------------------------------|-------|
| 1 | Chargeur d'accumulateurs ECO | 98.- |
| 2 | Lampe solaire multifonctionnelle | 49.- |
| 3 | Montre solaire Jungghans, chromée | 219.- |
| 4 | Radio à manivelle «Freeplay maxi» | 189.- |
| 5 | Radio à manivelle «Freeplay mini» | 189.- |
| | Participation aux frais d'envoi | 6.- |

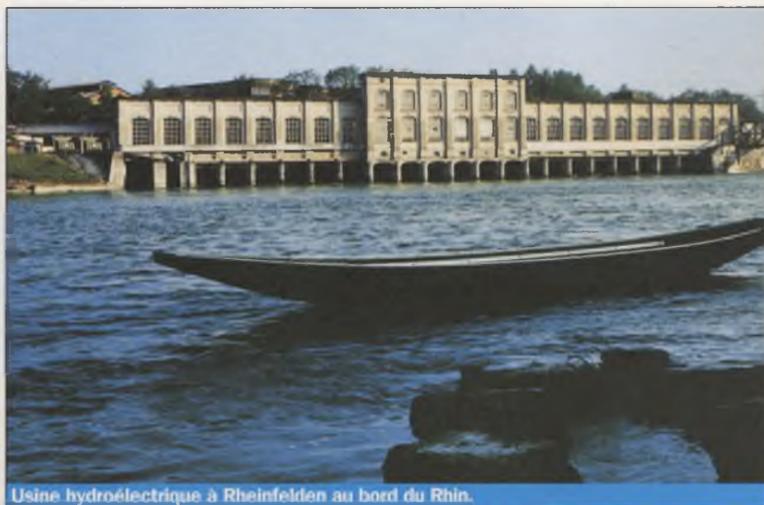
Merci de votre soutien
 Expéditrice/Expéditeur

Nom: _____
 Prénom: _____
 Rue: _____
 NPA: _____ Localité: _____
 Téléphone: _____

Adresser à: Comité pour la sauvegarde de l'hydraulique suisse, case postale, 4105 Biel-Benken



Les barrages alpins, l'énergie en réserve.



Usine hydroélectrique à Rheinfelden au bord du Rhin.

L'eau: un capital majeur pour notre pays

60 pour cent de l'électricité suisse est d'origine hydraulique: les barrages et les centrales au fil de l'eau produisent 30 milliards de kilowatt-heures par an.

Qu'il s'agisse de la Grande Dixence, dans les hauts valaisans, ou de la centrale de Rheinfelden, le long du Rhin, les usines hydroélectriques suisses sont menacées par l'ouverture du marché européen de l'électricité. Notre pays sera rapidement submergé par l'électricité bon marché des centrales nucléaires françaises subventionnées et des centrales à charbon polluantes d'Europe de l'Est, et d'Allemagne. La plupart des centrales hydrauliques de notre pays produisent du courant à un prix plus élevé que les exploitations étrangères.

Abandonner notre industrie hydroélectrique dans la guerre des prix aurait de graves conséquences: l'électricité hydraulique trop chère ne peut plus qu'être vendue à perte. Un tel manque à gagner est supporté par le propriétaire du barrage, en l'occurrence très souvent les cantons, les villes ou les communes. Les financements nécessaires aux rénovations techniques resteraient introuvables. Autrement dit, les usines risqueraient d'être rachetées à bas prix par des grands groupes de l'industrie énergétique, quand elles ne tomberaient pas en faillite. Un coup dur pour notre industrie hydroélectrique, si fière de

«Un investissement rentable pour l'avenir»

son œuvre. L'hydroélectricité, une énergie renouvelable et écologique, sacrifiée au profit d'un courant produit et importé sans considération écologique.

Les centrales hydroélectriques suisses requièrent ainsi une protection spécifique en prévision de la libéralisation du marché de l'électricité. La redevance pour les énergies renouvelables offre cette protection. Quelque 120 à 200 millions de francs par an seront mis à disposition pour l'entretien et la rénovation des barrages au cours des 15 prochaines années. Cette démarche permet de maintenir l'industrie

hydroélectrique suisse, et l'option n'est pas dénuée de sens tant il est vrai que la production d'énergie écologique à partir de l'eau de nos rivières est économiquement intéressante.

L'énergie hydraulique suisse est la meilleure marché du continent, une fois les installations amorties (environ 3 cts le kWh). Mais, hélas les installations construites pour durer, sont peu amorties.

Avec une libéralisation sur six ans et les redevances pour les énergies renouvelables et en faveur de l'environnement, les énergies européennes de dumping seront taxées et nos centrales hydrauliques suffisamment amorties. Il en résultera une baisse de prix durable, pour les petits

consommateurs aussi, estimée entre 3 et 5 cts le kWh. Sans ces mesures, notre énergie propre risque de passer sous le contrôle des grands groupes européens qui, après la phase de dumping, ramèneront les prix à leur niveau initial d'ici 10 ans et réaliseront de super-bénéfices grâce à notre hydraulique amortie. Il faut en effet savoir qu'en Europe, ces grands groupes maltraitent leurs petits consommateurs et leurs PME pour pouvoir offrir de meilleurs prix à leurs industries nationales.

Ne soyons pas les ânes de l'Europe et les dupes du Vorort, protégeons, nous aussi, nos intérêts et nos ressources nationales pour nous garantir des prix durablement bas.

L'Europe soutient les énergies renouvelables



Fabrique de cellules solaires à Gelsenkirchen (Allemagne).

L'énergie solaire, en Allemagne; l'énergie éolienne au Danemark, l'avenir énergétique de l'Europe a déjà commencé. Avec les projets de redevance sur l'énergie, impossible pour la Suisse de rater le train! De nombreux Etats européens ont introduit des taxes à but écologique au cours de ces dernières années: Suède, Danemark, Finlande, Norvège, Pays-Bas, Italie et Allemagne. Il s'agit de redevances incitatives sur les énergies admises comme polluantes par l'Etat.

Une partie des moyens ainsi récoltés est toujours directement investie dans la promotion des énergies renouvelables. Un tel sou-

tien a, par exemple, permis aux centrales éoliennes de compter parmi les produits d'exportation importants du Danemark. L'Allemagne encourage l'installation de centrales solaires sur des surfaces déjà construites (programme «100'000 toits solaires»). La fabrique de capteurs solaires du plus grand groupe pétrolier européen, «Shell», est située à Gelsenkirchen (D).

Les projets suisses de redevance sur l'énergie correspondent ainsi à une tendance plus générale. Dire Oui, le 24 septembre, assure aux entreprises de notre pays l'accès à l'un des grands marchés du futur.

Recommandation en faveur du Oui à la redevance pour les énergies renouvelables

Union suisse des paysans, Société suisse des entrepreneurs, WWF Suisse, Pro Natura, Fédération romande des consommateurs FRC, Association suisse de l'économie forestière, Conférence gouvernementale des cantons de montagne (TI, GR, UR, OW, NW, GL, VS), Association suisse pour l'énergie du bois ASEB, Association suisse des maîtres ferblantiers et appareilleurs ASMFA, Communauté de travail Swissaid / Pains pour le prochain / Action de carême / Caritas, Communauté de travail œcuménique Eglise et Environnement (OeKU), Justitia et Pax (Commission d'experts de la Conférence suisse des évêques), Médecins en faveur de l'environnement (Aefu), Union suisse des femmes catholiques, Union syndicale suisse USS, Parti socialiste suisse PS, Christlichsoziale Partei CSP, les Verts. Etat au 3 août 2000.

